

Tract syndical

Loin de répondre à la demande de démocratie véritable et pour verdir son image, le chargé de mission Macron a voulu jouer sur deux tableaux : la démocratie participative et la transition écologique. C'est une nouvelle forfaiture du Pouvoir !



Convention citoyenne pour le climat

**Repeindre le capitalisme en vert
ou l'art de la diversion permanente**

Convention citoyenne pour le climat

Une manipulation d'ampleur...

Présentée comme une expérience modèle, ce n'est malheureusement qu'une vulgaire opération de communication.

En effet, l'ensemble du dispositif, le nombre de participants, la nomination des garants et des « experts », la question à laquelle la convention citoyenne doit répondre, **tout a été décidé par le pouvoir**. La preuve, Macron retient 146 des propositions sauf celles qui n'étaient pas prévisibles et non des moindres.... S'ajoute le fait qu'à rebours des modèles invoqués de conférence citoyenne ou même des procédures d'enquête publique relative à l'environnement, elle-ci ne dispose d'aucune charte, d'aucun mode de fonctionnement validé et formalisé, d'aucune légitimité institutionnelle qui aurait pu en faire une réelle expérience de démocratie participative.

En tant que syndicat CGT de l'écologie, nous savons combien

c'est la manière habituelle pour ignorer les dispositions du Code de l'Environnement et court-circuiter syndicats et partis, ONG et associations d'usagers, ...au profit d'une instance sans règles définies, qu'il tient à sa main. Bien que les conventionnels s'en défendent, et la sincérité de la majorité d'entre eux n'est pas remise en cause, il est triste d'observer **une manipulation d'ampleur**.

Quant aux propositions
soumises à

l'appréciation du Pouvoir, rien de véritablement novateur, tout avait déjà été dit par les associations, les syndicats ou les partis. Même les mesures symboliques, reconnaissance du « crime d'écocide », création d'une « Haute autorité aux limites planétaires » ont déjà été évoquées au niveau national ou international.

Le but n'était pas d'innover, mais de « faire croire » que les citoyens donnent leur avis et seraient impliqués dans le processus de décision politique. On peut néanmoins relever la "remise en cause" du CETA (accord de libre-échange UE-Canada) qui sera "étudiée".

La preuve de la manipulation nous est apportée par les seules mesures « éco-socialistes » de

réduction du temps de travail à 28 heures hebdomadaires sans perte de salaire et de taxation des revenus des dividendes. Elles ont été immédiatement clouées au pilori par le Medef et les nouveaux chiens de garde défilant sur les plateaux médiatiques. Pour eux, à l'heure d'une mobilisation guerrière pour sauver les profits des grands groupes capitalistes du CAC 40, il ne saurait en être question !

Au final, un mélange assez tiède de préoccupations souvent justes (publicité, transports, agriculture...) mais sans contraintes concrètes.

*Le but n'était pas
d'innover,
mais de « faire
croire » que les
citoyens donnent
leur avis*

Convention citoyenne pour le climat



Un financement sous-évalué !!!



E. Macron promet 15 milliards d'euros sur 2 ans, soit 7 milliards d'euros par an et "un fonds de transformation écologique" dans le cadre du plan de relance.

"On doit remettre l'ambition écologique au cœur du modèle productif", a affirmé le chef de l'Etat. Mais "je crois à la croissance de notre économie", a-t-il ajouté, en se félicitant que la Convention ne prône pas un modèle de décroissance.

Ces 7 milliards d'euro, sont à rapporter aux 470 Milliards de dépense de l'Etat en 2019, ou encore à l'estimation de la plupart des experts, d'un investissement de 30 milliards d'euros annuels nécessaires, pour respecter les accord de Paris visant à limiter le réchauffement à 2°C.

Avec un investissement aussi faible, sans un mot pour les Services publics, avec la logique de croissance et le néo-libéralisme qui est affirmé sans complexe par le président, **gageons que le projet de loi « multi-mesures » sera un nouveau catalogue de mesures de communication, sans lendemain.**

Au final, comme il fallait s'y attendre, cette Convention Citoyenne sert le pouvoir, pour donner l'illusion d'une démocratie participative et d'une politique écologique.

Pas question de toucher aux dividendes du CAC 40 ! Les versements aux actionnaires du CAC 40, qui ont pris le pouvoir des grandes entreprises ont augmenté de 70 %, entre 2009 et 2018 !

Entre 2009 et 2018, le CAC 40 a distribué près de 500 milliards de dividendes soit 71 % de leurs bénéfices.

Les investissements ont eux baissé de 5 % dans cette même période.

Ce gouvernement entend en fait aggraver ses politiques régressives après la crise sanitaires, loin de toute remise en cause d'un système qui a pourtant montré les preuves de sa défaillance.

Et maintenant ?

À aucun moment, le rôle et la place du service public ne sont abordés et pourtant nos ministères sont pleinement dans les champs de compétences des mesures invoquées. La question du désengagement de l'Etat prégnante depuis plus de quarante années sous couvert de pseudo décentralisation, continue de s'accroître et de s'accélérer. Les services déconcentrés de l'Etat subissent depuis 30 ans au moins des suppressions de moyens financiers et humains, des réorganisations successives qui les ont mis à mal.

La création d'agences sans moyens supplémentaires n'a fait ces dernières années que renforcer ce courant destructif. Nous atteignons les sommets du paradoxe avec le démantèlement en cours du Ministère de l'Ecologie et de celui de l'Aménagement du Territoire. Le logement, les transports, la transition écologique ..., autant de domaines de compétences pour lesquels des agents de haut niveau de compétences et des emplois sont massivement supprimés (5 000 d'ici 2022).

**30 milliards
d'euros annuels
nécessaires**

Il est temps que cela cesse !

Il est temps que, face au changement climatique et à la perte croissante de biodiversité, face à la mise en danger des populations et en particulier des plus fragiles, **de nouveaux moyens soient attribués aux services publics pour conduire**

les politiques ambitieuses qu'ils sont chargés d'impulser et de mettre en œuvre.

Il est indispensable de **renforcer les ministères concernés pour répondre aux enjeux environnementaux** contemporains et créer les emplois nouveaux de demain pour répondre à ces ambitions et aux attentes des populations.



Sur la base des propositions du SNPTAS-CGT et de la Fédération Équipement Environnement, la CGT dit STOP et revendique :

- ✓ **le renforcement de notre Ministère et la création de 20 000 postes,**
- ✓ **un investissement public de 50 milliards d'euros par an pour une vraie transformation économique, écologique et créatrice d'emplois,**
- ✓ une politique ambitieuse de connaissance, de protection et de restauration des milieux et du patrimoine naturels et de la biodiversité
- ✓ de protéger la qualité de la ressource en eau et veiller au partage de ses utilisations
- ✓ de lutter efficacement contre l'étalement urbain
- ✓ de planifier le développement du fret ferroviaire et fluvial ainsi que des transports en commun, et se doter d'une politique volontariste pour développer l'usage du vélo dans les déplacements au quotidien
- ✓ de mener un plan massif d'isolation des bâtiments, et d'économies d'énergies
- ✓ de planifier une métamorphose des productions relocalisées qui répondent aux besoins des populations, avec la création de nouvelles filières génératrices d'emplois
- ✓ de développer la recherche publique et les programmes éducatifs environnementaux

Seule la mobilisation des salariés avec les syndicats, partout dans nos services mais également, dans le secteur privé, seule la mobilisation des jeunes et des peuples du monde entier imposera des mesures radicales indispensables de justice sociale et climatique.

Le SNPTAS-CGT appelle les agents de nos ministères à y prendre toute leur part.

C'est en articulant les luttes aux différentes facettes de cette crise systémique (sociale, environnementale, sanitaire, démocratique...) et en les faisant converger que l'on pourra imposer d'autres choix !